

Il n'aurait pas formulé ces critiques, que je ressens, s'il connaissait un peu mieux Toronto et l'Ontario, notre législation sociale et ce que la ville et la province ont accompli pour les hôpitaux, les malades, les pauvres et autres. L'Ontario est la vache à lait de la Confédération. Je n'aime pas faire des commentaires de ce genre, car j'ai toujours défendu le principe de la Confédération. Comme cet ancien cri de guerre des Cornouaillais, je prétends qu'il faut être "Chacun pour tous et tous pour chacun". Quant aux honorables députés peu influents, des cinq ou six qu'ils sont je ne vois ici que le jeune honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Dorion) qui a prononcé naguère un excellent discours. Ils ont eu beaucoup à dire au sujet de certain pasteur. Je viens moi-même de faire allusion à un autre pasteur. Je n'ai pas appuyé l'union des Eglises, convaincu que je suis que, comme pour l'union des partis, il en sortirait plutôt de la désunion. Je m'élève contre les remarques désobligeantes formulées par le révérend docteur ou pasteur Mutchmor à l'endroit de l'Ontario, laquelle verse 42 p. 100 des impôts du Dominion et est, aujourd'hui, la province qu'on oublie.

M. Mutchmor cite des chiffres relatifs à l'enrôlement dans les Provinces maritimes qu'il compare à celui de l'Ontario et, au nom de la réforme sociale, critique une province qui montre la voie, depuis des années, en matière d'organisation progressive, de services hospitaliers et autres services sociaux de tous genres. Je ne désire pas ajouter à ce que j'ai dit au sujet de ce ministre du culte, qui, si je comprends bien, est très populaire au sein de son Eglise. Je me contenterai de dire, avec tout le respect qui s'impose, que les ministres du genre de celui auquel je viens de faire allusion devraient citer des faits et faire preuve d'un peu plus de sagesse, de tolérance et de modération lorsqu'ils font des déclarations aux journalistes en temps de guerre, comme au cours de cet interview au sujet de la province d'Ontario, qui a envoyé plus de ses fils à la guerre que toute autre province et à qui on demande de fournir la moitié des dix millions de dollars dans la présente campagne de la Croix-rouge. Je ferai remarquer que les chiffres cités par le révérend pasteur sont trompeurs, car on trouve par tout le Canada de Vancouver à Halifax, les soldats de l'Ontario, lesquels se sont rendus dans tous les districts militaires pour répondre à l'appel. Je conteste donc ces déclarations et l'exactitude des chiffres qu'il mentionne au sujet de l'Ontario.

Je constate que mon ami, le directeur de l'association des hôpitaux du Canada, l'honorable représentant de Renfrew-Sud (M. McCann) est ici présent. Les médecins et les

hôpitaux canadiens ont une rude tâche en ce moment. L'Hôpital général de Toronto a été construit en vue de l'avenir. Je me rappelle l'époque où l'allocation quotidienne était de 50c. Cette contribution de la part de ce Parlement pour aider les hôpitaux à soulager les souffrances des pauvres et des malades ordinaires ne représenterait pas une bien grosse somme. On devrait affecter une somme à la distribution gratuite de l'insuline dans le cas des personnes nécessiteuses. Sans ce médicament quantité de gens qui font un travail utile présentement seraient dans leur tombe. On peut en dire autant de la tuberculose. Notre Gouvernement devra faire beaucoup plus pour instruire le peuple et aider les hôpitaux, car le premier devoir d'un gouvernement est de veiller à la santé, au bien-être et à la prospérité des citoyens.

En 1935 et au cours des années qui suivirent, nos amis de la gauche nous tracèrent leur programme au sujet de la guerre. Quel était-il? Ils ne voulaient pas consacrer un seul dollar à l'armée; ils préconisaient le désarmement sur terre et sur mer. Si nous tenons compte de la prévoyance dont ils ont fait preuve alors, quelle confiance pouvons-nous avoir en leur prévoyance et leurs projets maintenant?

Les conservateurs, sous la direction de sir James Whitney, et de sir Adam Beck, ont fourni l'éclairage et l'énergie électriques à bon marché à la population urbaine et rurale d'Ontario, en 1905; tant pour les ménagères que pour les artisans.

Au sujet de la mauvaise alimentation, je me rappelle l'époque où les aliments n'étaient pas inspectés, où le lait fourni à Toronto ne l'était pas. La ville a établi tous ces services sans recevoir un sou d'aide du gouvernement fédéral, pour ce programme social. Les autres municipalités agissent de même. L'éducation et les hôpitaux ont besoin de l'aide du pouvoir fédéral.

En terminant je vous parlerai de la question du logement. Le projet de résolution n'en fait pas mention. Lorsque nos soldats reviendront au pays il n'y aura pas de logements pour eux. J'ai posé des questions au ministre des Finances (M. Ilsley) sur ce sujet à plusieurs reprises. En juin ou juillet dernier la Chambre ordonna la production de certains documents, mais on ne les a pas encore déposés. Le 22 février la Chambre passa un autre ordre de ce genre; je suis allé aux renseignements à ce sujet l'autre jour, mais on n'a rien fait, et il n'en est pas question dans l'exposé budgétaire. Où logera-t-on nos soldats. L'honorable représentant de Parkdale ou tout autre médecin compétent tel feu le docteur Hasting, vous dira que les logements insalubres constituent l'un des agents les plus prolifiques de la propagation des maladies.